

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 14.09.2020

PC-CP (2020) 11

GROUPE DE TRAVAIL DU CONSEIL DE COOPÉRATION PÉNOLOGIQUE

(PC-CP)

**25^e réunion (hybride) du Groupe de travail
Strasbourg, 8-10 septembre 2020**

RAPPORT SOMMAIRE DE RÉUNION

**Document établi par la
Direction générale Droits de l'homme et État de droit**

RÉSUMÉ ET DÉCISIONS PRISES :

Le Groupe de travail du PC-CP :

- A pris note de l'allocution d'ouverture de M. Jan Kleijssen, Directeur, Direction Société de l'information - Lutte contre la criminalité, Conseil de l'Europe, qui a regretté que la pandémie de Covid-19 continue d'avoir des répercussions négatives sur les travaux du Conseil de l'Europe et indiqué que les réunions de septembre et d'octobre, au moins, se tiendraient à distance. Il a précisé que très peu de salles étaient pour l'instant équipées pour la tenue de réunions à distance de bonne qualité et a remercié la Présidente du PC-CP, M^{me} Annie Devos, et le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Belgique) d'avoir proposé d'accueillir cette réunion du Groupe de travail via WebEx, une solution permettant à davantage de personnes de participer à distance.
- M. Kleijssen a remercié une nouvelle fois le PC-CP pour la révision des Règles pénitentiaires européennes, précisant qu'elles avaient été adoptées le 1^{er} juillet 2020 par le Comité des Ministres et que de nombreux médias nationaux ont porté ce fait à l'attention des autorités nationales ;
- M. Kleijssen a par ailleurs indiqué que la 25^e Conférence des Directeurs des services pénitentiaires et de probation (CDPPS), organisée par le Conseil de l'Europe les 9 et 10 novembre 2020 devrait, elle aussi, très probablement se tenir à distance.
- En conséquence, le programme prévu pour la 25^e conférence a été allégé après réexamen, et d'autres décisions ont été prises concernant l'organisation générale. Deux orateurs (et non plus trois) prendront la parole pendant les ateliers afin de laisser le temps nécessaire pour un échange de questions-réponses ; chaque atelier durera une heure environ et devra être très bien organisé ; les deux modérateurs - qui, idéalement, seront présents physiquement (de même que la Présidente, la Vice-présidente et le Secrétariat) - devront veiller à bien se coordonner. Il a également été proposé, et accepté, de tenir avant la Conférence une session de formation à l'intention de tous les orateurs et modérateurs, pour éviter autant que possible les problèmes techniques de connexion et réussir à ce que l'enchaînement des questions et réponses se fasse de manière organisée et sans heurt, et que chacun soit à l'aise pour la présentation des documents, la discussion, etc. La proposition d'envoi à tous les autres participants d'un document d'information expliquant de manière claire et concise le fonctionnement de l'application KUDO, qui sera utilisée pour la Conférence, a également été acceptée ;
- A pris note des informations communiquées par M. Carlo Chiaromonte, Chef de la Division du droit pénal et de la Division de la lutte contre le terrorisme, Secrétaire du Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) et coordinateur du Conseil de l'Europe sur le contre-terrorisme, à propos des deux dernières réunions du Bureau du CDPC qui se sont tenues à distance en mai et juin et ont porté sur les travaux concernant le droit pénal et la protection de l'environnement, l'intelligence artificielle et l'immigration illégale.
- A remercié les experts scientifiques d'avoir tenu compte des commentaires communiqués oralement ou par écrit entre juin et août à propos du projet de Recommandation du Comité des Ministres concernant l'évaluation, la gestion et la réinsertion des personnes accusées ou reconnues coupables d'une infraction sexuelle et son projet d'exposé des motifs (document PC-CP(2019)3rév10), a examiné ce document et y a apporté des modifications supplémentaires ;
- A réfléchi à ce qu'il convenait de faire à la suite de sa déclaration d'avril 2020 sur le Covid-19, et décidé qu'il fallait préparer une nouvelle déclaration en temps utile pour la 25^e CDPPS, pour envoyer un message fort aux participants de la part du PC-CP. Le Groupe de travail a estimé qu'il convenait, en outre, d'attirer l'attention sur la nécessité pour les agents pénitentiaires et de probation, de bien prendre en considération dans leurs interventions auprès des auteurs d'infractions les problèmes liés à la santé mentale, à l'isolement cellulaire et aux violences domestiques, qui se sont accrus ces derniers mois. Le Groupe de travail a demandé au Secrétariat de préparer un projet de déclaration et de l'envoyer dans la semaine à tous les membres, en vue de l'établissement, par procédure écrite, d'une version finale ;
- A pris note des informations communiquées par le Secrétariat concernant d'une part le report, en raison de la pandémie de Covid-19, des activités prévues dans le cadre du projet SPACE/NPM cofinancé par l'UE et le Conseil de l'Europe, d'autre part la tenue fin octobre, à distance selon toute probabilité, de la Conférence sur l'évaluation de la cybercriminalité qui devait être organisée en mai ;

- A remercié les experts scientifiques sur les questions liées à la santé mentale en détention et aux auteurs d'infraction en période de probation pour les exposés très intéressants et instructifs, dont il a pris note ;
- A examiné son mandat pour 2020-2021 et convenu que, compte tenu du fait que les prochaines réunions du PC-CP et du CDPC seront organisées à distance, les travaux sur la santé mentale devraient commencer en 2021 et que, cette question étant particulièrement complexe et délicate, une décision concernant un éventuel projet de Recommandation du CM sur le sujet serait prise lorsqu'un rapport détaillé faisant le point sur cette question aurait été préparé et examiné par le PC-CP. Il est nécessaire en outre de délimiter exactement le cadre des travaux ;
- A pris acte du fait que les travaux concernant le terrorisme seront conduits conjointement avec le Comité directeur de la lutte contre le terrorisme (CDCT) et sous sa responsabilité ; des représentants du CDCT seront par conséquent invités à la prochaine réunion du Groupe de travail du PC-CP, début 2021 (la date de la réunion sera décidée ultérieurement en fonction de l'évolution de la situation liée au Covid-19), pour examiner la façon de mener à bien les tâches liées à cette partie du mandat du PC-CP ;
- A approuvé la suggestion d'EuroPris de réviser la Recommandation du Comité des Ministres sur l'éducation en prison [n° R(89)12] et de proposer que ces travaux soient confiés aux PC-CP dans le cadre de son mandat pour 2022-2023 ;
- A approuvé la proposition d'EuroPris visant à ce que le PC-CP contribue à l'organisation, en 2021, d'un atelier sur les enfants de détenus. Le Secrétariat prendra contact avec la Division des droits des enfants du Conseil de l'Europe pour coordonner la participation des experts de l'Organisation ;
- A pris note de la demande de statut d'observateur déposée par la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) et du fait que la décision serait prise à la prochaine réunion plénière du CDPC, en novembre 2020 ;
- A noté que sur les 36 personnes participant (physiquement ou à distance) à la réunion, 18 étaient des femmes, parmi lesquelles 6 étaient membres du Groupe de travail du PC-CP. A noté par ailleurs que, sous chaque point de l'ordre du jour, les participants étaient pleinement conscients des aspects de l'intégration de la dimension de genre et de la défense du principe de non-discrimination et que le problème de la violence domestique, discuté lors de l'examen de la question du Covid-19, avait été traité en particulier. Des problèmes liés à ces aspects ont également été évoqués et reflétés dans le projet de Recommandation concernant l'évaluation, la gestion et la réinsertion des personnes accusées ou reconnues coupables d'infractions à caractère sexuel. En outre, il a été constaté une nouvelle fois que, dans le projet modifié de programme de la 25^e CDPPS, il y avait une répartition équilibrée des femmes et des hommes parmi les orateurs et modérateurs, ainsi qu'une répartition géographique équilibrée ;
- A approuvé le projet d'ordre du jour de sa prochaine réunion plénière à distance et a décidé qu'elle se tiendrait les 13 et 14 octobre 2020, pendant deux jours complets.

ORDRE DU JOUR

	1. Ouverture de la réunion
	2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux
PC-CP(2020)6	3. Rapport sommaire de la dernière réunion
CDPC-BU(2020)2 CDPC-BU(2020)3 Mandat du PC-CP 2020-2021	4. Informations fournies par le Secrétariat
PC-CP(2019)3rév10	5. Evaluation, gestion et réinsertion des personnes accusées ou reconnues coupables d'une infraction sexuelle
Site internet de la Conférence	6. 25^e CDPPS, Strasbourg, 9-10 novembre 2020
Déclaration du PC-CP	7. COVID-19 : les mesures à prendre pour l'avenir
Recommandation Rec(2006)2-rév du Comité des Ministres aux États membres sur les Règles pénitentiaires européennes (révisées) Commentaire	8. Règles pénitentiaires européennes révisées - comment améliorer leur mise en œuvre
PC-CP(2020)7 Présentation par le Dr Jean-Pierre Restellini et Dr Régis Marion-Veyron (en anglais uniquement) Présentation par le Professeur Brooker (en anglais uniquement)	9. Prise en charge des détenus présentant des troubles mentaux en prison et sous probation
Site internet	10. Activités liées au projet joint de l'UE/CdE sur SPACE/MNP
	11. Retour d'informations suite à la participation à d'autres réunions
	12. Parité des genres
	13. Questions diverses
	14. Dates et ordre du jour de la prochaine réunion

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBER STATES / ÉTATS MEMBRES

BELGIUM / BELGIQUE (*participates remotely*)

Alexandre DEWAIDE
Secrétariat d'Annie Devos, Fédération Wallonie-Bruxelles, AG Maisons de justice, Bruxelles

HUNGARY / HONGRIE (*participates remotely*)

Orsolya CZENCZER
Dr., Associate professor/senior lecturer, correctional lieutenant-colonel, National University of Public Service, Faculty of Law Enforcement, Department of Corrections, Budapest

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE (*participate remotely*)

Ilyas ERMOLAEV
Assistant Director of the Federal Penitentiary Service of Russia

Nikolai RUBENOK
Deputy Head of the Service for the Observance of Human Rights in the Penitentiary System and Information Support for the Application of Criminal Execution Legislation of the Legal Department of the Federal Penitentiary Service of Russia, Colonel of the Internal Service

Kirill SARANTSEV
Senior inspector for special assignments of the service for the observance of human rights in the penitentiary system and information support for the application of criminal executive legislation of the legal department of the Federal Penitentiary Service of Russia, lieutenant colonel of the internal service

Alexandra SAMARINA
Coordinator of the information center of the Federal Penitentiary Service of Russia

Oleg LAZARENKO
Deputy Head of the Administration of the Federal Penitentiary Service of Russia - Head of the Department for Ensuring Interaction with the CIS Countries, International Cooperation and Protocol Events

Inessa CHERNYAK
Deputy head of the department for ensuring interaction with the CIS countries, international cooperation and protocol events, colonel of the internal service

**WORKING GROUP OF THE COUNCIL FOR PENOLOGICAL CO-OPERATION / GROUPE DE TRAVAIL
DU CONSEIL DE COOPÉRATION PÉNOLOGIQUE**
(PC-CP)

Martina BARIĆ (*participates remotely*)
Social pedagogue, Head of Service of special programs, analysis, evaluation and prisoners' and juveniles' records, Ministry of Justice, Prison System Directorate, Head Office, Zagreb, Republic of Croatia

Annie DEVOS
Présidente du PC-CP
Administratrice générale des Maisons de Justice, Fédération Wallonie-Bruxelles, Bruxelles, Belgique

Anna FERRARI (*participates remotely*)
Juge au Tribunal, Brescia, Italie

Robert FRIŠKOVEC
Head Office, International Co-operation, Prison Administration, Ministry of Justice, Ljubljana, Slovenia

Vivian GEIRAN (*participates remotely*)
(Former Director, Probation Service HQ), Dublin, Ireland

Manfred KOST (*participates remotely*)

(Dr, LL.M), Ministerialdirigent, Head of Department C - Justice and Law Enforcement, Social and Probationary Services Saarland, Ministry of Justice, Saarbrücken, Germany

Maria LINDSTRÖM (*participates remotely*)

Office for International Affairs, Head of Security Planning Unit, Swedish Prison and Probation Service, Stockholm, Sweden

Laura NEGREDO LÓPEZ (*participates remotely*)

Deputy Assistant Director-General of Open Regime and Alternative Sanctions, General Secretary of Penitentiary Institutions, Madrid, Spain

Nadya RADKOVSKA

Vice-Chair of the PC-CP

Head, Department for International Relations and Training of Staff, General Directorate Execution of Sentences, Ministry of Justice, Sofia, Bulgaria

SCIENTIFIC EXPERTS / EXPERTS SCIENTIFIQUES

(All participate remotely)

Charlie BROOKER

Honorary Professor, Centre for Sociology and Criminology, Royal Holloway, University of London, United Kingdom

Marianne FUGLESTVED

Psychologist, Directorate of Prison and Probation Services, København, Denmark

Régis MARION-VEYRON

Dr., Médecin adjoint, MER clin, Unité de psychiatrie de liaison, Département des policliniques, Lausanne, Suisse

Kieran McCARTAN

Professor, Department of Health and Applied Social Sciences, University of the West of England Coldharbour Lane, Bristol, United Kingdom

Jean-Pierre RESTELLINI

Dr med., lic. iur., Médecine légale et médecine interne FMH, Les Diablerets, Suisse

Harvey SLADE

Consultant, Bristol, United Kingdom

* * * * *

OBSERVERS WITH THE COUNCIL OF EUROPE / OBSERVATEURS

AUPRÈS DU CONSEIL DE L'EUROPE

(All participate remotely)

JAPAN / JAPON

Chihiro SAITO AKIBA (Mme)

Consule (Magistrate), Consulat Général du Japon à Strasbourg

MEXICO / MEXIQUE

María Noemí HERNÁNDEZ TÉLLEZ

Observateur Permanent Adjoint

* * * * *

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

CONFEDERATION OF EUROPEAN PROBATION / CONFÉDÉRATION DE LA PROBATION EUROPÉENNE (CEP)

Willem VAN DER BRUGGE
Secretary General CEP, Confederation of European Probation, Utrecht, The Netherlands

EUROPEAN ORGANISATION OF PRISON AND CORRECTIONAL SERVICES (EuroPris)

Kirsten HAWLITSCHKEK
Executive Director, The Hague, Netherlands

SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE / SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

EUROPEAN COMMITTEE FOR THE PREVENTION OF TORTURE AND INHUMAN OR DEGRADING TREATMENT OR PUNISHMENT (CPT) / COMITÉ EUROPÉEN POUR LA PRÉVENTION DE LA TORTURE ET DES PEINES OU TRAITEMENTS INHUMAINS OU DÉGRADANTS (CPT)

Hugh CHETWYND (*participates remotely*)
Head of Division, Secretariat of the CPT / Chef de Division, Secrétariat du CPT

Natacha DE ROECK (*participates remotely*)
Administrator, Secretariat of the CPT / Administratrice, Secrétariat du CPT

EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS (ECHR) / COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME (CEDH)

Kresimir KAMBER (*participates remotely*)
Lawyer / Juriste, Registry of the European Court of Human Rights / Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme

DIRECTORATE OF INTERNAL OVERSIGHT / DIRECTION DE L'AUDIT INTERNE ET DE L'EVALUATION

Maria GOLDMAN (*participates remotely*)
Evaluator / Evaluatrice

Maria ORESHKINA (*participates remotely*)
Evaluator / Evaluatrice

DIRECTORATE GENERAL I / DIRECTION GÉNÉRALE I

**HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW / INFORMATION SOCIETY - ACTION AGAINST CRIME
DROITS DE L'HOMME ET ÉTAT DE DROIT / SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION - LUTTE CONTRE LA
CRIMINALITÉ**

Jan KLEIJSEN
Director / Directeur

Criminal Law Division / Division du droit pénal

Carlo CHIAROMONTE (*participates remotely*)
Secretary to the European Committee on Crime Problems (CDPC) / Secrétaire du Comité Européen pour les Problèmes Criminels (CDPC)
Counter-Terrorism Coordinator of the Council of Europe, Head of the Criminal Law and Counter-Terrorism Divisions / Coordinateur du Conseil de l'Europe pour la lutte contre le terrorisme, Chef des Divisions du Droit Pénal et de l'Anti-Terrorisme

Ilina TANEVA
Secretary to the PC-CP / Secrétaire du PC-CP

Christine COLEUR
Assistant / Assistante